



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

DN 70/09/ICA 2007

28 septembre 2009

Notification dépositaire

F

**ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ
CONCLU À LONDRES LE 28 SEPTEMBRE 2007**

**NOUVEAU DÉLAI POUR SIGNER
L'ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ :
25 SEPTEMBRE 2010**

Le Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café (OIC), agissant en sa qualité de principal fonctionnaire administratif du dépositaire de l'Accord international de 2007 sur le Café, communique :

Le Conseil international du Café, à sa 103^e session tenue à Londres du 23 au 25 septembre 2009, a décidé par la Résolution 441 que, conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 40 de l'Accord, les gouvernements réunissant les conditions requises pour signer l'Accord international de 2007 sur le Café ont jusqu'au 25 septembre 2010 inclus pour le faire.

Des renseignements complémentaires sur les procédures d'acquisition de la qualité de Membre de l'Accord de 2007 figurent dans le document ED-2033/08 Rev. 3 qui est reproduit ci-après, avec la Résolution 441.

Attention : Les services des traités des ministères des affaires étrangères

Organisation internationale du Café
22 Berners Street,
Londres W1T 3DD
Royaume-Uni

Téléphone : +44 (0) 20 7612 0600
Télécopie : +44 (0) 20 7612 0630
Site web : www.ico.org
Courriel : depositary@ico.org



**Procédures d'acquisition de la
qualité de Membre de l'Accord
international de 2007 sur le Café**

1. Le Directeur exécutif présente ses compliments aux Membres et aux gouvernements observateurs et a l'honneur de les informer des procédures à suivre pour devenir Membre de l'Accord international de 2007 sur le Café.
2. A sa 103^e session tenue du 23 au 25 septembre 2009, le Conseil international du Café a adopté les Résolutions 441 et 442 portant respectivement prorogation au **25 septembre 2010** du délai fixé pour signer l'Accord de 2007 au siège de l'OIC à Londres et du délai fixé pour le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. L'Accord de 2001 a été prorogé jusqu'au 30 septembre 2010 par la Résolution 443 pour permettre aux gouvernements de parachever les formalités d'adhésion à l'Accord de 2007.
3. Les Membres de l'OIC et les gouvernements observateurs sont invités à prendre contact avec la section des traités ou le bureau juridique de leur ministère des affaires étrangères pour leur demander de remplir les formalités nécessaires qui comprennent notamment :
 - a) Signature avant le **25 septembre 2010** au plus tard, suivie par la ratification, l'acceptation ou l'approbation avant le **25 septembre 2010** ;
 - b) Signature le **25 septembre 2010** au plus tard et notification d'application à titre provisoire (il pourrait s'agir de la procédure la plus rapide pour les nouveaux Membres), suivie par la ratification, l'acceptation ou l'approbation ;
 - c) Adhésion (cette option ne sera ouverte qu'après l'expiration de la période de signature et après que le Conseil aura fixé les conditions de l'adhésion).

Signature

4. La signature indique l'intention d'un gouvernement d'appliquer l'Accord. Aux termes de la Résolution 441, l'Accord sera ouvert à la signature au siège du dépositaire jusqu'au **25 septembre 2010**. Il convient de noter qu'un gouvernement ne devient Partie Contractante à l'Accord de 2007 qu'après l'avoir ratifié, accepté ou approuvé.

Étapes de signature de l'Accord de 2007 :

- a) Préparation d'un instrument de pleins pouvoirs à l'intention du signataire, conformément à la section sur les pleins pouvoirs et à l'Annexe III ;
- b) Remise de l'instrument de pleins pouvoirs en mains propres, par la poste, par télécopie ou par copie scannée envoyée par courriel au siège de l'OIC à Londres pour examen préliminaire (un délai minimum de trois jours est proposé) ;
- c) Convenir avec le bureau du dépositaire à l'OIC du jour et de l'heure de signature de l'Accord (pendant la période d'ouverture à la signature) ;
- d) Au moment de la signature, présenter l'instrument original de pleins pouvoirs (s'il a été envoyé par télécopie ou par courriel au préalable) ;
- e) Cérémonie de signature de l'Accord de 2007 ; et
- f) L'OIC, en qualité de dépositaire, notifiera les gouvernements Membres et non membres de cette procédure.

Pleins pouvoirs

5. En droit international, un chef d'État, un chef de gouvernement ou un ministre des affaires étrangères peut signer un traité *ès qualité*. Les autres signataires doivent présenter des pleins pouvoirs signés par l'un de ces trois représentants. Des pleins pouvoirs peuvent prendre du temps à établir et ils doivent être préparés à l'avance de la date proposée pour la signature de l'Accord (un délai minimum de trois jours est proposé). La Section des traités de l'ONU indique que les pleins pouvoirs doivent comprendre les éléments ci-après (voir le modèle de pleins pouvoirs à l'Annexe III) :

- Ils doivent être signés par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires étrangères
- La signature doit être lisible
- Ils doivent indiquer l'intitulé du traité pour lequel ils sont établis
- Ils doivent indiquer le nom et le titre du représentant autorisé à signer
- La date et le lieu de la signature doivent être indiqués
- Le sceau officiel (facultatif, il ne peut remplacer la signature de l'une des trois autorités habilitées à signer les pleins pouvoirs).

Ratification, acceptation ou approbation

6. L'Accord de 2007 doit être ratifié, accepté ou approuvé par les gouvernements qui l'ont signé et ont l'intention de l'appliquer. Conformément aux termes de la Résolution numéro 442, les Membres doivent déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation avant le **25 septembre 2010**. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation doivent être signés par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires étrangères et déposés auprès du dépositaire. Un modèle d'instrument, qui peut être adapté aux circonstances, figure à l'Annexe V. La Section des traités de l'ONU indique que les instruments doivent comprendre :

- L'intitulé, la date et le lieu de conclusion du traité
- Le type d'action doit être clairement identifié à savoir, ratification, acceptation ou approbation
- Le nom et le titre du signataire de l'instrument (à savoir le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires étrangères)
- Une déclaration aux termes de laquelle le gouvernement entend sincèrement se considérer lié par le traité et s'engage à respecter et à appliquer ses dispositions
- La date et le lieu de délivrance de l'instrument
- La signature du chef d'État, du chef de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères (le sceau officiel n'est pas suffisant).

Étapes de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord :

- a) Après la signature de l'Accord de 2007, préparer les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation (selon le cas) conformément au modèle de l'Annexe IV ;
- b) Signature de l'instrument par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires étrangères ;
- c) Remise de l'instrument en mains propres, par la poste, par télécopie ou par copie scannée envoyée par courriel à l'OIC ;
- d) Si l'instrument a été envoyé à l'OIC par télécopie ou courriel, remettre l'instrument original à l'Organisation le plus rapidement possible ;
- e) L'OIC examine l'instrument pour s'assurer qu'il est en bonne et due forme. La date de dépôt est la date à laquelle l'instrument est reçu au siège de l'OIC ; et
- f) L'OIC informera les gouvernements Membres et non membres de cette procédure.

Notification d'application à titre provisoire

7. Conformément aux dispositions de l'Article 41 (Application à titre provisoire), tout gouvernement signataire qui se propose de ratifier, d'accepter ou d'approuver l'Accord de 2007 peut, à tout moment, notifier le dépositaire qu'il appliquera l'Accord à titre provisoire

conformément à ses procédures juridiques. Un libellé similaire à celui du modèle d'instrument de l'Annexe IV, adapté selon les circonstances, peut servir pour les notifications d'application à titre provisoire.

Adhésion

8. Les États qui souhaitent exprimer leur volonté d'être liés par un traité lorsque le délai de signature a expiré ont généralement recours à l'adhésion. Le Conseil fera le point de la participation à l'Accord en 2009/10 et pourra décider à une session future de définir des procédures d'adhésion, conformément à l'Article 43.

Informations complémentaires

Coordonnées du dépositaire

9. L'Organisation internationale du Café est dépositaire de l'Accord de 2007 (Résolution du Conseil numéro 436 du 25 janvier 2008). Les coordonnées de l'OIC sont :

Organisation internationale du Café
22 Berners Street
Londres W1T 3DD
Royaume-Uni
Téléphone : +44 (0) 20 7612 0600 (standard)
Télécopieur : +44 (0) 20 7612 0630 (fax)
Courriel : depositary@ico.org
Site web : www.ico.org

10. L'OIC informera toutes les parties intéressées, au moyen de notifications dépositaires, des mesures prises à l'égard de l'Accord de 2007.

Copies certifiées conformes

11. Des copies certifiées conformes de l'Accord de 2007 ont été envoyées en février 2008 à tous les États ayant qualité pour devenir Membre. Des copies supplémentaires sont disponibles sur demande auprès du Secrétariat et des copies certifiées conformes en format électronique peuvent également être téléchargées à partir du site web de l'OIC à l'adresse suivante : www.ico.org/documents/ica2007-certified-f.pdf.

Site web

12. Le site web de l'OIC comprend une section qui contient tous les documents pertinents comme les copies certifiées conformes de l'Accord de 2007, l'état de la situation de l'Accord de 2007, les notifications dépositaires, etc. (voir www.ico.org/fr/depositary_f.asp). Le

Manuel des traités de l'ONU donne des informations complémentaires sur les pratiques dépositaires ainsi qu'un glossaire des termes comme adhésion, ratification etc. Ce manuel peut être consulté sur le site web de la Section des traités de l'ONU (<http://untreaty.un.org>) et sur le site web de l'OIC.

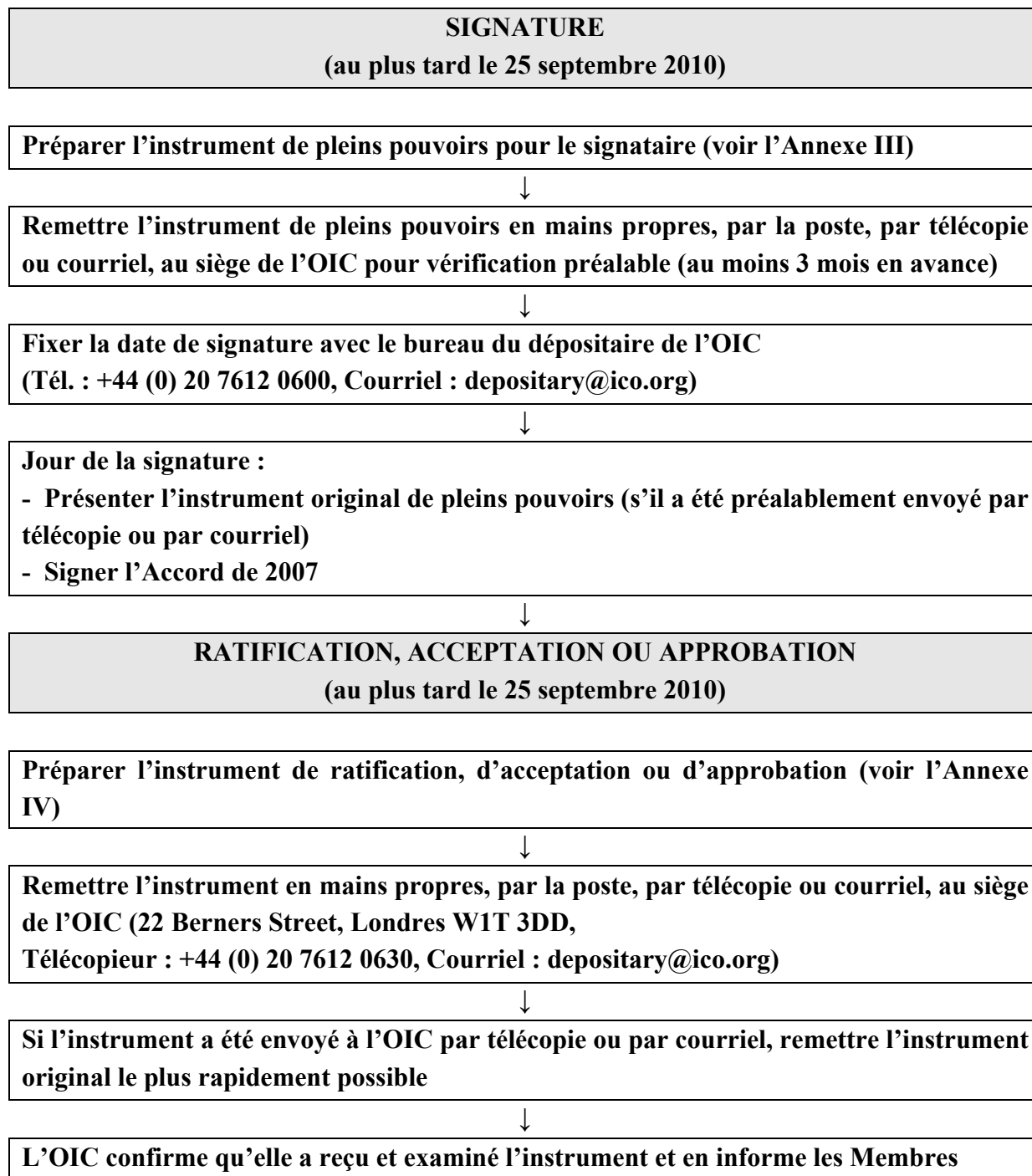
13. Des informations complémentaires sur les procédures d'acquisition de la qualité de Membre sont également fournies dans les annexes ci-après :

Annexe I	Résumé des étapes d'acquisition de la qualité de Membre de l'Accord de 2007
Annexe II	Gouvernements ayant qualité pour signer l'Accord de 2007
Annexe III	Modèle d'instrument conférant les pleins pouvoirs
Annexe IV	Modèle d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord international de 2007 sur le Café

Documents de l'OIC pertinents

- Résolution 431 : Adoption du texte de l'Accord de 2007
- Résolution 436 : Dépositaire de l'Accord de 2007
- Résolution 441 : Prorogation du délai fixé pour signer l'Accord de 2007
- Résolution 442 : Prorogation du délai fixé pour le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord de 2007
- Résolution 443 : Nouvelle prorogation de l'Accord de 2001
- ED-2033/08 Rev. 3 : Procédures d'acquisition de la qualité de Membre
- AIC 2007 : Copie certifiée conforme

**RÉSUMÉ DES ÉTAPES D'ACQUISITION
DE LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ACCORD DE 2007**



**GOVERNEMENTS AYANT QUALITÉ POUR SIGNER ET RATIFIER,
ACCEPTER OU APPROUVER L'ACCORD DE 2007**
(A la date du 25 septembre 2009)

L'Article 40 de l'Accord de 2007 dispose que les Parties Contractantes à l'Accord de 2001 et les gouvernements invités à la session du Conseil à laquelle l'Accord de 2007 a été adopté peuvent signer l'Accord de 2007, à savoir :

A. Gouvernements ayant signé l'Accord de 2007 mais n'ayant pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation :

Gouvernements exportateurs		Gouvernements importateurs
Bénin	Malawi	Turquie
Brésil	Mexique	
Cameroun	Nigéria	
Congo, Rép. dém.	Ouganda	
Costa Rica	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Éthiopie	République centrafricaine	
Guatemala	Rwanda	
Guinée	Togo	
Honduras	Yémen	
Libéria	Zambie	
Madagascar	Zimbabwe	

B. Parties Contractantes à l'Accord de 2001 n'ayant pas signé l'Accord de 2007 ou déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation :

Gouvernements exportateurs		Gouvernements importateurs
Bolivie		Japon
Congo, Rép.		Norvège
Haïti		
Jamaïque		
Paraguay		
Philippines ¹		
République dominicaine		
Venezuela (Rép. bolivarienne du)		

¹ *Instrument d'adhésion en dépôt en attendant l'entrée en vigueur de l'Accord de 2007.*

C. Gouvernements invités à titre d'observateur à la 98^e session du Conseil à laquelle l'Accord de 2007 a été négocié :

Algérie	Guinée équatoriale	Maroc	Afrique du Sud
Argentine	Fidji	Mozambique	Sri Lanka
Arménie	Islande	Myanmar	Soudan
Australie	Iran, Rép. islamique d'	Népal	Rép. arabe syrienne
Belarus	Israël	Nouvelle-Zélande	ex-République
Belize	Jordanie	Oman	yougoslave de Macédoine
Botswana	Corée, République de	Pakistan	Trinité-et-Tobago
Cambodge	Koweït	Pérou	Tunisie
Canada	Rép. dém. populaire lao	Fédération de Russie	Ukraine
Chili	Liban	Arabie saoudite	Émirats arabes unis
Chine	Jamahiriya arabe libyenne	Serbie	Uruguay
Croatie	Malaisie	Sierra Leone	
Égypte	Maurice	Singapour	

**MODÈLE D'INSTRUMENT CONFÉRANT LES
PLEINS POUVOIRS**

PLEINS POUVOIRS

NOUS [nom et titre du chef d'État, du chef de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères],

AUTORISONS PAR LA PRÉSENTE [nom et titre] à signer l'Accord international de 2007 sur le Café au nom du Gouvernement [nom de l'État].

Fait à [lieu] le [date].

[Signature]*

Sceau officiel (facultatif)

*** À signer par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires étrangères**

ANNEXE IV

**MODÈLE D'INSTRUMENT DE RATIFICATION, D'ACCEPTATION OU
D'APPROBATION DE L'ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ**

CONSIDÉRANT QUE L'ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ
(l'Accord) a été conclu à Londres le 28 septembre 2007,

NOUS [nom et titre du chef d'État, du chef de gouvernement ou du ministre des
affaires étrangères] déclarons que le Gouvernement [nom de l'État], après avoir examiné
l'Accord en question, [le ratifie] [l'accepte] [l'approuve] et entend sincèrement l'exécuter et
en mettre en œuvre les dispositions.

EN FOI DE QUOI, nous avons signé le présent instrument de [ratification]
[acceptation] [approbation], à [lieu] le [date].

[Signature]*

*** À signer par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires
étrangères**

Coordonnées du dépositaire :

Bureau du dépositaire
Organisation internationale du Café
22 Berners Street
Londres W1T 3DD
Royaume-Uni

Téléphone : +44 (0) 20 7612 0600 (standard)

Télécopieur : +44 (0) 20 7612 0630

Courriel : depositary@ico.org



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ICC Résolution 441

23 septembre 2009
Original: anglais

F

Conseil international du Café
103^e session
23 – 25 septembre 2009
Londres, Angleterre

Résolution numéro 441

APPROUVÉE À LA PREMIÈRE
SÉANCE PLÉNIÈRE, LE 23 SEPTEMBRE 2009

Prorogation du délai fixé pour signer l'Accord international de 2007 sur le Café

LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFÉ

CONSIDÉRANT :

Que le Conseil international du Café (“le Conseil”) a approuvé l'Accord international de 2007 sur le Café (“l'Accord”) par la Résolution numéro 431 du 28 septembre 2007 ;

Que l'Article 40 de l'Accord dispose que, sauf disposition contraire, du 1 février 2008 au 31 août 2008 inclus, l'Accord sera ouvert, au siège du dépositaire, à la signature ;

Que le paragraphe 1) du dispositif de la Résolution 439 dispose que les gouvernements réunissant les conditions requises pour signer l'Accord peuvent le faire avant le 25 septembre 2009 au plus tard ; et

Que plusieurs gouvernements réunissant les conditions requises pour signer l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 40 de l'Accord et de la Résolution 439 ne l'ont pas fait avant le 25 septembre 2009 mais ont indiqué qu'ils souhaitaient devenir gouvernements signataires de l'Accord ; et

Que le Conseil estime qu'il est souhaitable de permettre aux gouvernements intéressés de signer l'Accord afin d'améliorer les perspectives d'une entrée en vigueur définitive ou provisoire de l'Accord au cours des douze prochains mois.

DÉCIDE :

Que, conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 40 de l'Accord et du dispositif de la Résolution 439, les gouvernements réunissant les conditions requises pour signer l'Accord international de 2007 sur le Café ont jusqu'au 25 septembre 2010 inclus pour le faire.